

LA CORRESPONDANCE POLONAISE

SUPPLÉMENT FRANÇAIS DU

„PRZEGLĄD WSZECHPOLSKI“

paraissant le 1-er et le 15 de chaque mois.

12, rue **Mochnecki**, à **Lwów** (Lemberg — Galicie, Autriche).

L'éducation et la politique.

Jusqu'en 1830 il n'y avait dans la Pologne russe que des écoles polonaises. Ce n'est qu'après la révolution de 1830 — 1831 que le gouvernement russe conçut l'idée de dépraver la jeunesse polonaise au moyen des écoles. Officiellement on n'avouait que la russification de l'instruction publique; mais est-il possible de ne pas comprendre que l'attentat le plus criminel contre l'intelligence des enfants est celui qui les force à apprendre dans une langue étrangère tout ce que l'on enseigne dans une école?

Le premier essai de dénationalisation fut inauguré par l'oukaze du tzar Nicolas I du 4 Avril 1831. Ce décret ordonnait au ministère de l'instruction publique de procéder à la suppression graduelle des écoles polonaises qui existaient auprès des couvents catholiques et à l'introduction de la langue russe dans celles qui devaient les remplacer. Cet oukaze ne concernait que la Lithuanie; le royaume de Pologne fut épargné pour le moment.

En 1832 on supprima l'université de Vilno, cet illustre foyer d'instruction dans la motié orientale de la république polonaise. La jeunesse lithuanienne fut forcée d'aller continuer ses études dans les universités de Kieff, Kharkoff et autres, et les salles vénérables où avaient enseigné des hommes tels que Sniadecki et Lelewel, où avait fait ses études Adam Mickiewicz, restèrent désertes, triste monument d'un illustre passé et d'un présent déplorable.

A son avènement au trône, Alexandre II trouva toutes les écoles de la Lithuanie officiellement russifiées. Tous les cours y étaient professés dans une langue que les élèves ne parlaient pas chez eux, et qu'ils n'entendaient que rarement hors de leurs foyers. On trouvait cependant encore dans ces écoles des professeurs polonais. En 1859 on publia un nouvel oukaze, en vertu duquel on ne pouvait être nommé professeur, que si l'on était originaire de la Russie, ou au moins si l'on professait la religion gréco-russe, appelée depuis orthodoxe. Enfin en 1863 tous les instituteurs polonais qui enseignaient encore, furent forcés de se démettre

de leurs fonctions, et on les remplaça par des professeurs russes. La langue polonaise que l'on enseignait encore comme langue étrangère, fut supprimée définitivement, et l'on prit toutes les mesures possibles pour russifier complètement les écoles. Mais il restait encore un élément à détruire — la jeunesse des écoles, qui malgré tout continuait à être polonaise. Elle s'instruisait fort peu et fort mal dans ces nouveaux «foyers d'instruction», mais elle n'y apprenait nullement ce dont le gouvernement du tzar voulait l'imber, l'amour de la «patrie russe» et le dévouement à l'autocrate de Saint-Petersbourg. Malgré la défense de se servir de la langue polonaise dans les écoles et dans les rues, malgré les peines sévères que l'on infligeait aux enfants pour un mot prononcé dans leur langue maternelle, malgré toutes les machinations qu'inventait le machiavélisme russe pour forcer la jeunesse polonaise à oublier ce qui lui était le plus cher, cette jeunesse restait toujours attachée à sa langue natale, à sa nationalité persécutée et à ses traditions historiques. On commença à ressentir une haine mortelle contre les russificateurs et contre le gouvernement dont ils étaient les instruments. Toutes les relations entre les Polonais et les Russes, jadis assez amicales, cessèrent complètement. Les enfants haïssaient dans leurs maîtres les persécuteurs de leur nation, et leurs parents accablaient de leur mépris des hommes qui se prêtaient à des plus ignobles méfaits qu'on puisse imaginer — à la dépravation de l'enfance et à l'empoisonnement de son innocence par le venin de la plus vile politique.

Cet état de choses ne manqua pas d'attirer l'attention du gouvernement. On se demanda bientôt comment il fallait agir pour faire pousser de bons Russes dans une terre où il n'y en avait pas? La meilleure réponse à cette question, quoique purement négative, fut celle que donna l'ancien directeur des écoles du district universitaire de Vilno, le prince Shirinski-Shikhmatoff qui avait rendu jadis un service signalé à son gouvernement, en fondant dans sa province des écoles primaires conduites par des instituteurs orthodoxes. Ce prince, parfaitement au courant de la question, déclara qu'on ne pouvait rien faire avec les écoles secondaires de cette province, remplies d'élèves appartenant à la

noblesse polonaise, qu'il fallait regarder les collègues et les institutions nobles *comme un mal nécessaire dont il était difficile de se délivrer complètement, mais qu'il fallait affaiblir par tous les moyens possibles*. Mr. Shirinski conseilla de laisser subsister pour les Polonais une école secondaire dans chaque chef lieu de gouvernement, et de supprimer toutes les autres. Ce conseil devint l'âme de la politique scolaire russe en Lithuanie depuis Mouravieff-le-pendeur. Après 1863 toute l'action du gouvernement se réduit à supprimer les écoles, et à limiter le nombre des élèves polonais dans celles qu'on laisse subsister.

C'est ainsi qu'on supprima les collèges de Poniewież, Kiejdany, Telsze, Nowogródek et celles de quelques autres chefs-lieux d'arrondissement. La réduction du nombre des élèves dans les autres fut telle, que le gymnase de Kowno, par exemple, qui comptait encore en 1882 — 624 élèves, n'en a plus en 1892 que 365, et le nombre des élèves de l'école de Szawle tomba de 524 à 281. Comme exemple frappant de ce que fait le gouvernement russe pour l'instruction des pays occupés nous pouvons citer la ville de Nowogródek, où le nombre des élèves des écoles secondaires dépassait un millier en 1792, tandis que depuis 1867 il n'y existe plus une seule institution de ce genre. Le district universitaire de Vilno, où les études florissaient autrefois plus que partout ailleurs en Pologne, est maintenant sous ce rapport un des plus arriérés de tout l'empire russe; il ne surpasse par le nombre des élèves, que ceux de la Sibérie et d'Orenbourg, qui sont trois fois moins peuplés et égale à peine celui du Caucase.

L'impossibilité de donner à leurs enfants une instruction secondaire quelconque, fût-elle même celle qu'on obtient dans les écoles russes, force les familles polonaises de la Lithuanie à exiler leurs enfants. On les envoie pour la plupart dans les écoles jadis allemandes du district de Riga. Le nombre des élèves catholiques (polonais et lithuaniens) des écoles secondaires de Mitau et de Libawa, en Courlande, s'élève aujourd'hui de 40 à 50% du chiffre total. Les plus riches se rendent à Saint-Petersbourg ou à Varsovie; mais on y fait de telles difficultés pour les recevoir qu'une foule de jeunes gens, après avoir frappé en vain aux portes des écoles, finit par renoncer complètement à toute instruction.

Le but du gouvernement russe paraît ainsi à moitié atteint. Ne pouvant transformer la jeunesse polonaise de la Lithuanie en bons Russes, on la prive du moins de la force que l'instruction donne aux hommes et qui pourrait faire de ces enfants des plus redoutables défenseurs de leur nationalité. Mais quels sont les résultats de cette politique?

La partie de la jeunesse lithuanienne qui est forcée de renoncer à l'instruction scolaire reste dans son pays natal, se voue à l'agriculture et aux métiers, et

loin d'acquiescer de la sympathie pour la Russie, reste purement polonaise et représente la force élémentaire qui servira, au moment donné, de matière explosive. Ceux qui profitent de ce que peut leur donner une école basée sur un faux principe politique, en sortent remplis de haine pour le tsar et son empire; ceux enfin qui passent leur enfance et leur jeunesse dans des provinces purement russes en rapportent plus que la haine théorique; ils en reviennent souvent pleins du brûlant désir de protester activement contre le régime qui écrase la Russie entière. Il suffit de citer ici Hryniewiecki, de la main duquel périt le tsar Alexandre II. Hryniewiecki, natif du gouvernement de Grodno, fit ses études au Caucase, et passa de là à l'école polytechnique de St. Petersburg.

T. S — ki.

La Pologne contemporaine.

III.

Crise intellectuelle après 1863.

Le public européen croit assez généralement que la Pologne diffère beaucoup intellectuellement du reste de l'Europe, qu'on y trouve une atmosphère toute moyen âge, essentiellement féodale. Cette erreur provient de ce que dans les derniers temps on s'occupe fort peu de notre mouvement intellectuel, et que tout ce que l'on en sait est puisé à des sources surannées, ou provient des élucubrations plus que partiales, que repandent à foison dans le monde entier nos ennemis et nos oppresseurs.

L'Europe n'a connu passablement la Pologne que entre 1831 et 1863, entre nos deux principales insurrections, celle de Novembre et celle de Janvier. C'était l'époque où la nombreuse émigration polonaise, concentrée principalement en France et comptant beaucoup d'hommes éminents, forçait pour ainsi dire l'Occident à s'occuper de nous, et lui fournissait dans ses écrits une foule de données concernant notre état intellectuel et politique. Il était alors bien différent sous tous les rapports de ce qu'il est actuellement. La plus grande partie de notre pays était soumise au gouvernement russe, qui s'opposait de toutes ses forces à l'émancipation des paysans, elle se trouvait, grâce à ce système, aussi arriérée socialement qu'intellectuellement en comparaison du reste de l'Europe. Les idées progressives y fermentaient pourtant dans les esprits les plus avancés, comme dans l'émigration, mais la grande masse de la nation s'en tenait aux anciennes croyances. L'élément dominant sous le rapport intellectuel économique et politique, c'était la noblesse.

L'insurrection de 1863 fut sous ce rapport le commencement d'une crise décisive. Pendant que le gouvernement du tsar était persuadé qu'en écrasant

cette protestation contre le joug de l'étranger, il portait le coup suprême à la nationalité polonaise, cette défaite fut pour tout ce qu'il y avait de sain et de vivace en Pologne le signal d'un brusque revirement, d'une transformation complète de la société et en même temps d'une grande révolution intellectuelle appropriée aux idées contemporaines.

Forcé d'émanciper nos paysans, le gouvernement russe créa des relations qui facilitèrent la formation de nouvelles forces sociales. La population agricole commença à s'organiser à l'instar des petits propriétaires de l'Europe occidentale et devint un élément politique indépendant, pendant que grâce au rapide développement de l'industrie, la bourgeoisie croissait également en nombre et en importance.

La nouvelle génération qui succéda à celle de l'insurrection entra en scène au moment où l'idéal national, qui venait de faire défaut à la société dans cette lutte malheureuse et sanglante, avait perdu presque tout son prestige, où la nation abdiquait pour un certain temps sous la pression de l'étranger et renonçait à toute activité politique. Les hommes de cette époque dirigèrent donc tous leurs efforts vers la réforme des relations sociales et des croyances qui avaient exclusivement régné jusqu'alors. Cette jeunesse, qui représentait la nouvelle formation bourgeoise, tourna les yeux vers la bourgeoisie européenne; c'est là qu'elle alla chercher ses idées et ses exemples.

Ce fut le signal d'une révolution complète dans les esprits. Elle donna le jour à une école que l'on baptisa du nom de « positivisme de Varsovie ».

Ce mouvement coïncide avec l'existence de l'université polonaise à Varsovie, pendant la courte période de 7 années (1862 — 1869) sous le nom d'École Générale. La jeunesse apprit de ses professeurs l'existence des nouvelles conquêtes intellectuelles qu'on venait de faire en Occident, de nouvelles théories scientifiques et philosophiques; ces nouveaux produits s'allièrent dans son esprit à ses aspirations sociales et démocratiques. Le résultat fut un mouvement des plus énergiques où se réunissaient les tendances démocratiques les plus diverses, de la démocratie bourgeoise anti-aristocratique et de la démocratie sociale antibourgeoise, et sous le rapport philosophique, les doctrines les plus variées, du matérialisme grossier des Vogt et des Buchner au positivisme de Spencer et de Comte. Tout cela se confondit dans un courant général, dans une vague puissante qui battit en brèche toutes les croyances antérieures.

La société se divisa en deux camps distincts, celui des jeunes et des vieux, celui des conservateurs et des progressistes. La jeune armée, attaquant tout, au moyen de la critique la plus impitoyable, croissait à vue d'œil, et commença à démolir les remparts de ses adversaires, défendus avec le courage du désespoir, mais parfaitement fortifiés. On attaqua la religion et

les préjugés héréditaires, la noblesse et le clergé, se servant des armes que fournissait en abondance l'Europe occidentale.

Cette lutte, qui dura plus d'un quart de siècle exerça l'influence la plus décisive sur toute la société polonaise, principalement dans la Pologne russe, où les relations sociales lui offraient une arène des plus favorables; elle ne manqua pas de réagir aussi sur la Pologne prussienne et autrichienne, où les esprits sont toujours plus ou moins sous l'influence de tout mouvement intellectuel provenant de Varsovie, notre capitale morale.

Aucun des deux partis n'a remporté une victoire décisive et ils ont tous les deux été forcés de faire des concessions; les vieux ont dû renoncer à leurs préjugés, les jeunes à leurs tendances réformatrices les plus exagérées. L'abîme qui les séparait se comblait peu à peu: « l'esprit du temps » n'est plus le moins du monde aussi terrible qu'il en avait l'air au commencement, la tradition est assez forte et assez vivace pour résister à toutes les attaques, et rester ce qu'elle était autrefois, la base du développement social et intellectuel, sous l'influence des nouveaux principes.

On peut aujourd'hui considérer la crise comme terminée. La société s'est démocratisée; une partie s'en tient à l'idéal bourgeois contemporain, une autre s'est avancée jusqu'à la démocratie populaire et au socialisme. L'influence des idées philosophiques a réduit la religion à jouer son rôle particulier; la théologie n'entrave plus le développement intellectuel, l'obscurantisme disparaît peu à peu, et la chaire ne jette plus l'anathème sur les ouvrages de la science.

La lutte a cessé et avec elle la distinction entre les jeunes et les vieux, les progressistes et les conservateurs. Le terrain qu'elle a déblayé est l'arène d'un antagonisme, économique et social, celui des divers partis qui représentent des tendances politiques différentes, et qui sont, sous des formes variées la base de l'avenir de la Pologne.

Variétés.

= **Le nombre des Russes dans le Royaume de Pologne.** D'après la statistique officielle russe la population orthodoxe (la statistique par nationalités n'existe pas) du Royaume de Pologne en 1893 s'élevait à 441.846 âmes, ce qui fait environ 5% de la population totale. Sur ce nombre 82,2% appartiennent à la population rurale; ce sont les autochtones, les anciens grecs unis, annexés de force à la religion orthodoxe il y a une vingtaine d'années et qui se considèrent jusqu'à présent comme catholiques. La colonisation des paysans moscovites n'a donné que des résultats négatifs, et on ne trouve que quelque groupes de *Katsches* et

environs des principales forteresses. On peut donc sans erreur sensible retrancher 80% du nombre officiel des orthodoxes, comme appartenant à la population indigène polonaise et ruthène; cette dernière habite principalement les arrondissements orientaux des gouvernements de Lublin et de Siedlce. Le reste, au nombre de 88.000, se compose pour un tiers au moins d'orthodoxes forcés, provenant principalement de mariages mixtes, car tous les enfants issus de ces mariages appartiennent par oukaze à la religion grecque orientale. Il n'y avait donc que 59.000 Russes d'origine dans le Royaume en 1893. Si l'on considère que dans les derniers temps le gouvernement du tzar a fait venir un grand nombre de Russes comme fonctionnaires, employés aux chemins de fer etc., ce nombre s'est certainement augmenté. Dans tout le cas le nombre des Russes ne dépasse pas 0,75% de la population, si l'on ne compte pas l'armée. On voit avec quelle raison on peut considérer le royaume de Pologne comme un pays *essentiellement russe*.

= **Une circulaire prussienne.** La *Germania* nous apprend que le commissaire de district de Leszno (Poznanie), essayant d'imiter dans un état constitutionnel les décrets bien connus de la police autocratique russe, vient d'envoyer à tous les maires de son district la circulaire suivante.

»Leszno (Lissa) le 8 janvier 1896.

»Le 27 courant nous avons à célébrer le jour de naissance de Sa Majesté Impériale et Royale. Tous les bons sujets ont le devoir de se souvenir de cette date et de manifester leurs sentiments au moyen d'une illumination spontanée, preuve de leur gratitude envers Sa Majesté pour les bienfaits qu'il répand sur tous ses sujets, et aussi pour la paix qu'il daigne nous garantir et qui sert avant tout les intérêts de l'agriculture.

»Je désire que ce devoir soit convenablement rempli dans toutes mes communes rurales. Il ne s'agit pas d'avoir une illumination pareille à celle des villes, où l'on pose sur les fenêtres un nombre considérable de bougies. Je peux l'exiger des maires et des principaux propriétaires, mais je ne demande des autres qu'une *lampe ou une chandelle par fenêtre* comme preuve de leur attachement à Sa Majesté et de leur bon souvenir. Les maires devront tout de suite signifier cet ordre aux habitants de leurs communes, et la veille de jour de fête, c'est à dire le 26 janvier, ils ont à le répéter et à prendre leurs mesures pour qu'on considère partout cet anniversaire comme un jour de fête et qu'on ne travaille pas aux champs.

»En février les maires *me délivreront par écrit* la liste de ceux des habitants qui *n'auront pas obtempéré*.

»Le commissaire royal
signé X.

»A tous les maires du district.«

La *Germania* ajoute, ce que nous croyons, que le gouvernement prussien n'oserait publier de pareilles injonctions nulle part ailleurs que dans la Pologne prussienne.

= **Ces pauvres Russes!** — Le *Wilenski Wiestnik*, organe officiel de la russification en Lithuanie où toute publication rédigée dans la langue du pays est expressément interdite, nous donne la jérémiade suivante à propos — qui le croirait? — de la persécution des Russes par les Polonais sous le règne de S. M. Nicolas II.

»Nulle part on ne rencontre une persécution aussi *sauvage* et aussi *fanatique*, dirigée contre les écoles russes gouvernementales, que dans le gouvernement de Kowno (Samogitie). Les habitants considèrent l'instituteur russe comme leur ennemi à double titre: d'abord comme orthodoxe, en suite en sa qualité de propagateur de la culture russe, qui leur est antipathique.

»Le haine qu'on lui porte se manifeste de la manière la plus cruelle dans ses rapports avec le peuple et les autorités communales, et passe souvent jusque dans la rue, où l'instituteur court journallement le risque d'être *littéralement lapidé*«.

La persécution dont se plaint le journal officiel se pratique dans une province, où il est défendu de parler polonais en public sous peine de 100 fr. d'amende, où les indigènes n'ont pas le droit d'acquérir des biens fonds, où l'on vous annexe de force à la religion du tzar sous peine des travaux forcés si l'on résiste, où le gouvernement a plus de 150000 hommes de troupes russes sans compter la police et gendarmerie... Ces pauvres Russes!

= **Les écoles de la Galicie et du Royaume de Pologne.** La Galicie, qui est du reste sous les rapports de l'instruction publique bien en arrière des autres pays de l'Autriche, a pour une population d'environ 7 millions: 30 collèges, avec 13.965 élèves et 4 écoles «*réales*» (spéciales) avec 1555 élèves.

Le Royaume de Pologne, avec environ 9 millions d'habitants, a 21 collèges (gymnases), 7 progymnases à 4 classes, et 3 écoles réales. Le nombre des élèves n'y est en tout que de 9,532, c'est à dire qu'on y compte *deux fois moins d'élèves* par 100 habitants, et le gouvernement a encore l'intention de réduire le nombre des écoles secondaires, dont aucune du reste ne se sert de la langue du pays.